

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-05-05 DU 21 DECEMBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 21 décembre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 15 décembre, conformément aux articles L 2121-7, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 25
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 6
Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : 2

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, M. LORiot-CARNIS, Y. TOUYERAS, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N. SALMON, A. VERJUS, A. SAGIROGLU, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

J.C. DURA pouvoir à L. DI SANTO
G. GENTHON pouvoir à C. GUETAT
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT
K. HALLOUL pouvoir à J.N. SALMON
C. DUMOULIN pouvoir à A. VERJUS
L. NASSISI pouvoir à A.V. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES : N. GUSTO, B. JAN

OBJET : DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS

NOTE DE SYNTHESE

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs pour permettre des avancements de grades ou des mouvements de personnels.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Conformément à l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les collectivités peuvent recruter temporairement des agents sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à :

- 1° Un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de 12 mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de 18 mois consécutifs.
- 2° Un accroissement saisonnier d'activité, pour une durée maximale de 6 mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-05-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-05-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Les collectivités peuvent également, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales, d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires.

Ces contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse dans la limite de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de l'agent.

Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes
- 2° Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi n° 84-53 du 26/01/1984.

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de 3 ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de 6 ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

La présente délibération a pour objet :

- D'autoriser le maire à recruter des agents non titulaires de droit public.
- D'autoriser le maire à identifier les besoins de recrutement et de déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des candidats.

Accusé de réception en préfecture 038-213805534-20201221-2020-05-05-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-05-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaire de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 09/04/2018 du 2 juillet 2018 portant création d'emplois d'agents contractuels de droit public,

Vu l'avis favorable de la commission Finances et action municipale du 27 novembre 2020.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à recruter des agents non titulaires de droit public pour faire face à des besoins :

- liés à un accroissement temporaire d'activité
- liés à un accroissement saisonnier d'activité
- pour mener à bien un projet ou une opération identifié
- pour répondre à des besoins temporaires de remplacements momentanés de fonctionnaires ou de contractuels
- pour faire face à une vacance d'emploi qui ne peut être immédiatement pourvue suivant les conditions statutaires
- lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes
- lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi n°84-53 du 26/01/1984.

AUTORISE Monsieur le Maire à identifier les besoins de recrutement et de déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions concernées et de leur profil.

DIT que la dépense sera imputée au budget de la Commune, compte B02/020/64131.

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-05-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-05-05 DU 21 DECEMBRE 2020

DIT que la présente délibération annule et remplace la délibération n° 09/04/2018 du 2 juillet 2018 portant création d'emplois d'agents contractuels de droit public.

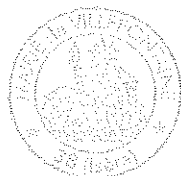
AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 21 décembre 2020

Pour extrait certifié conforme,



Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-05-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020